

Elaborer une politique et des stratégies nationales pour l'assainissement

Des repères pour l'action



Ce document a été rédigé par Denis Désille (programme Solidarité Eau),
Christophe Le Jallé (programme Solidarité Eau) et Bruno Valfrey-Visser
(Hydroconseil)

Relecture par Béatrice Zareczky Weinberg

© 2011, programme Solidarité Eau, Paris, France

Conception graphique : powered by d²

TABLE DES MATIERES

Politiques et stratégies assainissement en Afrique : des cadres d'intervention à renforcer	5
Objectif de ce document	7
Ce qu'il propose	7
Ce qu'il ne propose pas	7
Différencier la politique de la stratégie	8
Une politique fixe les objectifs et les principes directeurs	8
Les stratégies définissent les méthodes et moyens d'intervention	9
Elaborer une politique et des stratégies nationales assainissement : une démarche en 12 étapes	11
Phase préparation	12
<i>Etape 1 : Décision de se doter d'une PNA / SNA</i>	12
<i>Etape 2 : Diagnostic rapide du secteur</i>	13
<i>Etape 3 : Mobilisation des acteurs</i>	14
<i>Etape 4 : Création d'un groupe de pilotage</i>	15
Phase élaboration	17
<i>Etape 5 : Forum National de démarrage</i>	17
<i>Etape 6 : Elaboration de la PNA / SNA</i>	18
<i>Etape 7 : Forum National de validation de la PNA</i>	19
<i>Etape 8 : Validation politique de la PNA / SNA</i>	20
Phase promotion et mise en œuvre	22
<i>Etape 9 : Promotion et vulgarisation de la PNA</i>	22
<i>Etape 10 : Définition des plans d'actions</i>	23
<i>Etape 11 : Définition du suivi évaluation</i>	24
<i>Etape 12 : Financement de la mise en œuvre de la PNA</i>	26
Résumé du processus d'élaboration d'une PNA / SNA	27
Bibliographie	30

Politiques et stratégies assainissement en Afrique : des cadres d'intervention à renforcer

Les politiques et stratégies nationales pour **l'hygiène et l'assainissement** sont indispensables pour le développement du secteur. Elles permettent de traduire une volonté politique en actions concrètes et constituent un cadre de référence pour le partage des rôles entre les acteurs et la définition des actions à mener.

Des stratégies pour l'assainissement... et l'hygiène !

Les interventions en faveur de l'assainissement privilégient la réalisation d'équipements au détriment des actions visant à promouvoir des comportements hygiéniques chez les usagers. Pourtant, une hygiène adaptée, à elle seule, génère des impacts sanitaires largement supérieurs à l'accès à des équipements d'assainissement. A ce titre, l'hygiène est en mesure de prétendre à une stratégie dédiée.

Sous l'impulsion combinée d'**AfricaSan** (Conférence africaine sur l'hygiène et l'assainissement) et de l'**année internationale de l'assainissement** de 2008 (voir encadrés), de nombreux pays africains se sont engagés à produire des politiques et stratégies pour le développement du secteur de l'assainissement. Cette tendance est, d'une part sensée refléter une volonté politique pour disposer d'un cadre permettant de "piloter" le secteur, et d'autre part doit permettre de positionner l'assainisse-

ment et l'hygiène sur le devant de la scène pour qu'ils ne soient plus perçus comme des sous-secteurs de l'eau potable ou de l'environnement, mais comme des secteurs à part entière. Si on constate une prise de conscience croissante de la part des décideurs africains sur les enjeux de l'assainissement et de l'hygiène, force est néanmoins de constater que l'élaboration d'une grande partie des politiques et stratégies nationales reste aujourd'hui subordonnée au lobbying des bailleurs de fonds et de la communauté internationale. Nombreux sont les pays africains qui, ces dernières années, se sont dotés de documents stratégiques pour l'assainissement, mais ces derniers étaient préférentiellement dédiés aux zones urbaines, délaissant ainsi une grande majorité de la population résidant en milieu rural.

Par ailleurs, **parmi les documents stratégiques nationaux pour l'assainissement existants, on constate une qualité très variable d'un pays à l'autre.** Certaines politiques et stratégies manquent de réalisme ; elles ont été rédigées dans des perspectives très ambitieuses afin de convaincre les partenaires internationaux, mais elles peinent aujourd'hui à se traduire en plans d'actions concrets. Dans le même temps, d'autres documents d'orientation sectorielle s'avèrent incapables de refléter l'ampleur de la problématique et de proposer des solutions adéquates. Enfin, au-delà de la qualité des cadres de référence africains actuellement existants, la plupart des

politiques et stratégies ont de réelles difficultés à mobiliser les budgets nécessaires pour leur mise en œuvre effective.

Un plan d'actions en 3 points suite à AfricaSan 2008

Lors de la réunion d'AfricaSan (Conférence Africaine sur l'hygiène et l'assainissement) de 2008 en Afrique du Sud, 32 pays africains se sont accordés sur trois engagements : i) adoption ou mise à jour des politiques nationales pour l'hygiène et l'assainissement avec un plan d'action national, ii) mise en place d'une institution unique pour la coordination du secteur, iii) doter le secteur hygiène et assainissement d'un budget spécifique.

Objectif de ce document

Ce qu'il propose

Ce document propose **une méthodologie pour élaborer ou renforcer des politiques et stratégies nationales**. Il s'adresse aux acteurs du secteur soucieux, d'une part de répondre aux différentes recommandations formulées durant l'année internationale de l'assainissement, d'autre part de mettre en œuvre les engagements pris par les Etats africains signataires de la déclaration d'eThekweni (rencontre Africa-San 2008 de Durban, Afrique du Sud).

Le lecteur est invité à garder à l'esprit que la méthodologie proposée ici est purement indicative, et qu'elle nécessite d'être adaptée aux attentes des acteurs et enjeux spécifiques du secteur.

Ce qu'il ne propose pas

A ce titre, le processus d'élaboration d'une Politique Nationale d'Assainissement et de Stratégies Nationales Assainissement (PNA / SNA) - qui a vocation à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour leur permettre de formuler leurs attentes et préoccupations, mais aussi pour les informer et les former sur la grande diversité des enjeux et défis du secteur de l'assainissement - est aussi important que les documents de politique et de stratégie qui seront produits à son terme. C'est afin d'encourager la conduite effective du processus de concertation entre acteurs, et pour éviter l'adaptation sans concertation

de documents de PNA / SNA préexistants, que le présent document ne fournit pas de recommandations sur le contenu d'une politique et de stratégies nationales pour l'assainissement. En d'autres termes, le lecteur ne trouvera dans cet ouvrage :

- ni des recommandations sur les objectifs devant figurer dans une PNA ;
- ni des recommandations sur les orientations et démarches pouvant figurer dans une SNA ;
- ni des recommandations sur le contenu opérationnel d'une SNA, que ce soit par exemple en termes de choix techniques ou d'options méthodologiques (relatives notamment au renforcement de capacités et aux campagnes de promotion et de sensibilisation).

Une PNA / SNA n'a de valeur que si elle est comprise et validée par l'ensemble des acteurs !!!

Différencier la politique de la stratégie

Ce chapitre propose une **définition strictement indicative** des termes « politique nationale assainissement » et « stratégie nationale d'assainissement ». L'expérience montre en effet que la nature et la forme que peuvent prendre les documents sectoriels associés à ces termes sont très variables selon les pays. Par ailleurs, le contenu des PNA et SNA est le reflet logique des préoccupations des acteurs et institutions du secteur, des préoccupations directement liées aux « spécificités assainissement » d'un pays, aux approches traditionnellement retenues pour l'élaboration de documents sectoriels, ainsi qu' à l'organisation institutionnelle du secteur, notamment au sein des ministères.

Une politique fixe les objectifs et les principes directeurs

L'ambition d'une Politique Nationale d'Assainissement n'est ni de modifier les structures en place, ni de créer de nouvelles institutions en charge de l'assainissement, mais de structurer l'ensemble du secteur de l'assainissement autour d'un projet de développement réaliste. Une PNA est un document de référence pour l'ensemble des acteurs concernés. Parce qu'elle dégage les grandes lignes d'une **vision commune** et qu'elle résume les **principes d'intervention**

communs à l'ensemble du secteur, une PNA est volontairement **synthétique**.

Plus spécifiquement, une PNA vise à :

1. Définir des objectifs (idéalement chiffrés) de développement du secteur. Quels objectifs se fixe-t-on en matière, notamment, de taux d'accès à l'assainissement ? De niveau de traitement des effluents ? Et à quelles échéances de temps ?

2. Définir l'organe ou l'institution en charge du pilotage du secteur. Quelle institution existante (ou à créer) est la plus à même de superviser le secteur, en particulier en termes de planification, de mobilisation de financements et de suivi des progrès réalisés ?

3. Fixer les principes directeurs du secteur, notamment en matière de recouvrement des coûts d'exploitation des services, d'équité, de partage des compétences et d'articulation entre les acteurs publics et privés.

4. Fixer les éventuelles adaptations nécessaires du cadre institutionnel et juridique, en particulier pour préciser les rôles et responsabilités des acteurs et mettre en **cohérence** leurs interventions.

5. Définir les priorités pour accroître les capacités d'intervention, notamment en termes de **besoins d'harmonisation** des approches qui peuvent être disparates et en termes d'**augmentation des financements** disponibles pour le secteur.

Les stratégies définissent les méthodes et moyens d'intervention

Le terme « assainissement » peut recouvrir un sens très large, désignant les problématiques « **déchets liquides** » (excréta, eaux vannes, eaux usées domestiques, eaux usées artisanales et industrielles), « **déchets solides** » (quelque soit leur origine), « **déchets dangereux** » (en particulier les déchets biomédicaux et les pesticides), « **eaux pluviales** », et les actions et mesures d'éducation et de sensibilisation à l'hygiène.

Pour traiter les spécificités de chacune de ces problématiques, un niveau de détail supérieur à celui fourni par la PNA est nécessaire. Une PNA a ainsi besoin d'être déclinée en plusieurs **stratégies sous-sectorielles**, la définition de ces sous-secteurs restant à l'appréciation des Etats, en fonction de leurs enjeux spécifiques. Les sous-secteurs pourront faire référence aux différentes catégories de déchets devant être assainis (déchets liquides, déchets solides, eaux pluviales, déchets spéciaux et transfert de compétences), aux différentes configurations de l'habitat (rural, urbain, périurbain, petites villes), etc. Quelque soit la catégorisation sous-sectorielle retenue, chaque stratégie comporte idéalement un état des lieux du sous-secteur, des orientations stratégiques et un plan d'actions.

Plus spécifiquement, une SNA vise à :

1. Définir le périmètre du sous-secteur ciblé par la SNA. Par exemple, quels sont les enjeux (issus d'un état des lieux préalable) et activités ciblés par une stratégie de gestion des excréta et des eaux usées ? Par une stratégie sur l'hygiène ?

2. Définir les rôles et responsabilités des différents acteurs. Pour chacun des niveaux administratifs (communal, régional, national), qui est en charge de la planification du sous-secteur ? De sa coordination ? Du suivi-évaluation ? Du renforcement des capacités ?

3. Préciser les approches technologiques les plus pertinentes. Quelles sont les solutions techniques les mieux adaptées ? Dans quels contextes et en réponse à quels critères ?

4. Définir les mécanismes de financement du sous-secteur. Quelles sont les sources de financement envisageables pour le financement des investissements et des charges d'exploitation ? Comment les mobiliser ? Quels sont les critères d'éligibilité pour en bénéficier ? Quelle tarification mettre en place ?

5. Définir les approches en matière d'intermédiation sociale. Quelles sont les démarches à mettre en œuvre en matière de sensibilisation et de promotion ? Qui sont les acteurs cibles à privilégier ?

6. Définir un plan d'actions. Quelles sont les actions prioritaires à mettre en œuvre, en particulier à court et moyen terme ? Selon quelles échéances ? Et sur la base de quel budget ?

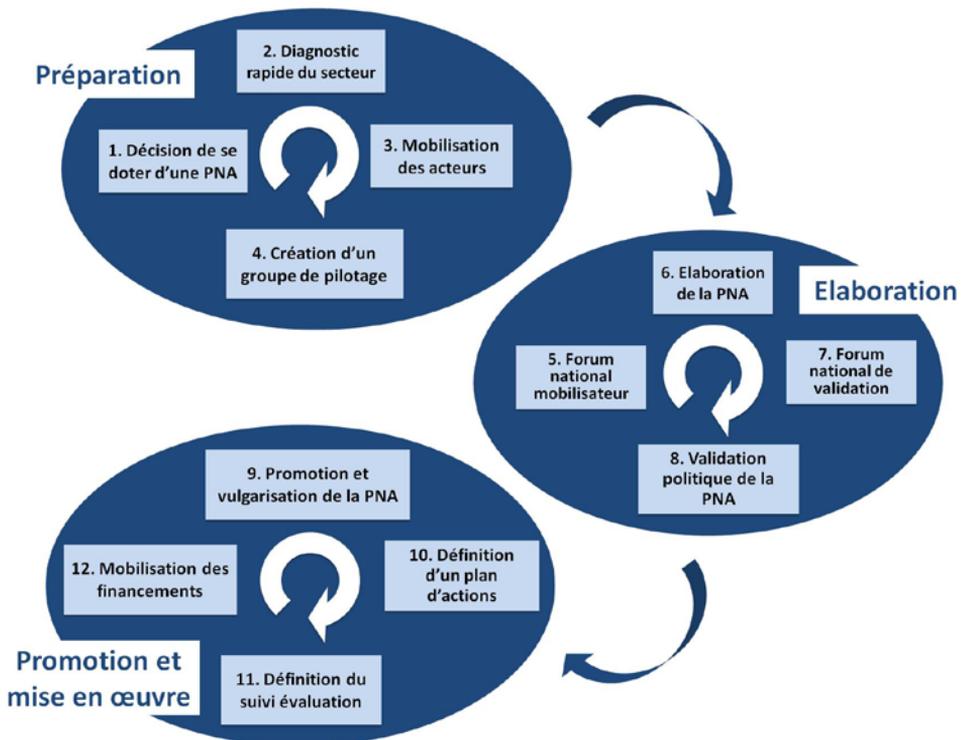
Elaborer une politique et des stratégies nationales assainissement : une démarche en 12 étapes

Le processus d'élaboration d'une PNA peut être décomposé en 3 cycles (préparation, élaboration, promotion et mise en œuvre), chacun composé de 4 étapes.

Au terme de ces 3 cycles et 12 étapes, le processus d'élaboration de la PNA est clos et laisse la place à la mise en œuvre proprement dite. Cette dernière se traduit par des décaissements de fonds, de

l'assistance technique aux maîtres d'ouvrages locaux (collectivités locales), le lancement d'appels d'offres, l'exécution de travaux, de renseignement des indicateurs de monitoring, etc.

La mise en œuvre est programmée sur plusieurs années en vue de se rapprocher des Objectifs du Millénaire pour le Développement.



Phase préparation

Etape 1 : Décision de se doter d'une PNA / SNA

De quoi s'agit-il ?

La décision politique de se doter d'une PNA / SNA est une condition préalable indispensable avant de se lancer dans l'élaboration d'un tel document sectoriel. L'enjeu consiste à ce qu'un ministère ou une direction technique nationale se voit confier, de la part d'une autorité politique (idéalement de niveau gouvernemental), le mandat - via par exemple une lettre de mission émanant du ministre de tutelle - de conduire un processus d'élaboration d'une PNA / SNA.

Choisir des arguments percutants pour convaincre les instances politiques au plus haut niveau

Plusieurs études ont été réalisées ces dernières années, qui ont identifié les nombreuses plus-values de l'assainissement. Il a en effet été démontré qu'il est rentable pour un Etat d'investir dans l'assainissement, au regard notamment des impacts en termes de réduction des dépenses de santé, de hausse de productivité et d'augmentation de la scolarisation.

Quelles sont les activités à mener ?

Des activités de plaidoyer sont à mener uniquement si les ministres et ministères en charge de l'assainissement ne sont pas sensibilisés à la nécessité de se doter d'une PNA / SNA. Si tel est le cas, on pourra mener les actions suivantes :

a) Définition d'une stratégie de plaidoyer (Qui sont les cibles ? Quels sont les messages clés à faire passer ?).

b) Production d'argumentaires et d'outils de communication à destination des instances politiques.

c) Mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer (réunions d'informations, communiqués de presse, etc.).

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque d'intérêt politique pour les questions d'assainissement*

L'attention politique insuffisante pour le secteur est souvent liée à une sous-estimation des enjeux sanitaires et environnementaux liés au manque d'assainissement. Aujourd'hui, grâce aux nombreuses études menées sur les bénéfices de l'assainissement, les arguments ne manquent pas pour convaincre les instances politiques de se doter d'une PNA / SNA. Qu'il s'agisse de questions sanitaires, environnementales, économiques ou sociales, l'assainissement est un secteur vertueux dans lequel il est financièrement rentable d'investir.

► *Manque de moyens ou d'expériences pour définir et mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer*

Concevoir et conduire une stratégie de plaidoyer à destination de personnes et d'organes politiques nécessite des compétences et parfois des moyens. Dans la plupart des pays existe une société civile, souvent appuyée par des ONG nationales ou internationales, qui a l'expérience du plaidoyer. Elle pourra donc être mobilisée,

à travers son savoir-faire, mais aussi ses capacités de financement.

Etape 2 : Diagnostic rapide du secteur

De quoi s'agit-il ?

Un diagnostic rapide du secteur (DRS) a une triple vocation :

- établir un état des lieux physique (taux d'accès, natures des équipements prédominants, etc.),
- fournir un état des lieux sur les méthodologies d'intervention existantes (niveau et nature de l'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage locale, démarches de sensibilisation et de promotion de l'hygiène, etc.),
- fournir un état des lieux institutionnel (quelles sont les grandes catégories d'acteurs en présence, aux niveaux local et national).

Quelles sont les activités à mener ?

a) Rédaction de termes de référence sommaires pour le diagnostic rapide du secteur (DRS). Ces termes de référence, même sommaires, sont importants : ils permettent de préciser la finalité du DRS, à savoir fournir les éléments d'informations nécessaires au bon déroulement et à la bonne réflexion du processus d'élaboration de la PNA / SNA.

b) Production du DRS. Que ce soit au sein d'une institution nationale ou en mobilisant un consultant, l'élaboration du DRS doit être rapide et efficace pour ne pas ralentir le calendrier d'élaboration de la PNA / SNA. Le DRS devra notamment être attentif à fournir une analyse institutionnelle précise : la fragmentation

institutionnelle est une caractéristique récurrente du secteur de l'assainissement. Coordonner l'ensemble des acteurs et institutions autour d'une vision commune étant l'un des enjeux du processus PNA / SNA, il convient au préalable d'avoir une compréhension précise des attentes et besoins de chaque institution concernée.

c) Validation et diffusion du DRS. Une fois

Identifier les acteurs de l'assainissement : un enjeu clé du DRS

Un des premiers objectifs du DRS, et qui facilitera grandement la suite du processus, est d'identifier les différentes catégories d'acteurs concernés par et impliqués dans l'assainissement. Pour faciliter la réalisation de ce travail, on peut raisonner sur la base de trois familles d'acteurs :

- les **acteurs institutionnels** en charge de la coordination, planification et financement du secteur (administrations nationales et déconcentrées, autorités locales et partenaires techniques et financiers).

- les **acteurs de l'offre** (opérateurs nationaux de l'assainissement, petits opérateurs privés, ONG, bureaux d'études, etc.).

- les **acteurs de la demande** (usagers domestiques, usagers industriels et commerciaux, associations de consommateurs, etc.).

finalisé, le DRS pourra être validé par les

principaux acteurs du secteur, pour ensuite faire l'objet d'une large diffusion, en mentionnant qu'il s'agit d'un travail préparatoire au processus PNA / SNA.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque de temps ou de moyens pour réaliser un DRS*

Comme son nom l'indique, le DRS a vocation à être réalisé en peu de temps, avec des moyens limités. L'absence totale de moyens ne devrait pas être un obstacle : chaque pays dispose d'une littérature (plus ou moins fournie) sur l'assainissement. Une analyse bibliographique de quelques jours, menée sur les documents existants, permettra de faire ressortir les enseignements et constats nécessaires au démarrage du processus PNA / SNA.

Etape 3 : Mobilisation des acteurs

De quoi s'agit-il ?

Une PNA / SNA n'a de valeur que si tous les acteurs du secteur contribuent à son élaboration et la valident collectivement. C'est aussi la garantie de l'implication de ces acteurs dans la mise en œuvre des documents sectoriels. L'objectif de cette troisième étape est de mobiliser toutes les catégories d'acteurs pour la suite du processus.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Définition d'une stratégie de mobilisation des acteurs. Une telle stratégie vise principalement à fournir des réponses aux

Quels outils de communication pour la mobilisation des acteurs ?

De nombreux supports de communication peuvent être mobilisés pour sensibiliser et mobiliser les différents acteurs. Parmi eux, un document de présentation du processus PNA / SNA, succinct, pédagogique et attractif (format plaquette) sera d'une grande utilité pour communiquer sur les enjeux d'une PNA / SNA et sur l'intérêt pour chaque famille d'acteurs à y participer. Des traductions de ce document en langues locales renforceront le caractère pédagogique de ce document. Une large diffusion de la plaquette auprès d'un maximum d'acteurs garantira une publicité en adéquation avec les enjeux du processus PNA / SNA.

deux questions suivantes : Qui sont les acteurs ciblés ? Quels messages clés leur adresser ? Il convient de garder à l'esprit que chaque catégorie d'acteurs identifiée lors du DRS (étape 2) aura des motivations qui lui sont propres pour rejoindre le processus d'élaboration de la PNA / SNA. Il sera donc judicieux d'adresser des messages spécifiques sur l'intérêt qu'aura chacun de ces acteurs à rejoindre le processus.

b) Mise en œuvre de la stratégie de mobilisation. Quelque soit le format de communication choisi et la stratégie définie, la durée de mise en œuvre de la stratégie doit rester suffisamment courte (2 à 3 mois) pour passer le plus rapidement possible à l'action (élaboration de la PNA / SNA proprement dit).

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Difficulté à mobiliser les acteurs informels du secteur*

Les petits opérateurs indépendants peuvent être difficiles à mobiliser, surtout lorsqu'ils évoluent dans le secteur informel. C'est le cas par exemple, des vidangeurs

manuels, des maçons ou des habitants des zones d'habitat précaire, parce qu'ils sont rarement structurés en fédérations corps de métiers. Toutefois, ces acteurs, ou au moins une partie d'entre eux, sont sou-

vent connus des ONG implantées localement et qui travaillent sur les questions de développement local. Ces dernières pourront donc être d'excellents relais d'information et de mobilisation.

Etape 4 : Création d'un groupe de pilotage

De quoi s'agit-il ?

Au regard de la fragmentation des responsabilités institutionnelles pour le secteur de l'assainissement, un groupe de pilotage, constitué des représentants des différents services de l'Etat impliqués sur les enjeux de l'assainissement, s'avère indispensable pour élaborer la PNA et rendre compte régulièrement de l'avancement du processus. Ce groupe de pilotage a vocation à déléguer au sein de ses membres les différents travaux d'élaboration de la PNA, en fonction des compétences et expériences de chaque service de l'Etat.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Rédiger les termes de référence du groupe de pilotage. Ce document, succinct, a vocation à définir précisément l'objectif et les mandats du comité de pilotage. Quelle est la mission du comité de pilotage ? Qui sont les membres qui le composent ? Quelle est la durée de vie du comité de pilotage ?

b) Définir un plan d'actions pour l'élaboration de la PNA. Dans le cadre de ses premières réunions de travail, le comité de pilotage doit être en mesure de produire rapidement un plan d'actions présentant les étapes clés du processus d'élaboration de la PNA / SNA, l'agenda d'exécution et les moyens humains et financiers nécessaires. Ce plan d'actions peut bien évidemment s'inspirer des diffé-

rentes étapes présentées dans le présent document.

c) Définir la répartition des tâches au sein du groupe de pilotage. Cette répartition des tâches entre les membres du groupe de pilotage se doit d'être méthodique et rigoureuse si l'on souhaite aboutir à une PNA de qualité.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque d'assiduité des membres du comité de pilotage aux réunions de travail*

Le manque d'assiduité pose problème dans la mesure où il remet en cause la légitimité des décisions qui seront prises par le comité de pilotage.. Ce genre de problème peut néanmoins être anticipé si :

- L'étape préliminaire de « décision politique de se doter d'une PNA / SNA » (étape 1) a été validée. Une volonté politique fortement et clairement exprimée génère habituellement des impacts mobilisateurs.

- La communication (étape 3) a été suffisante pour convaincre les membres du comité de pilotage de l'ampleur des enjeux et de leur intérêt à participer aux réunions de travail.

► *Difficultés à trouver des consensus entre les membres du comité de pilotage*

Inévitablement, le comité de pilotage est un lieu d'expression de points de vue et d'attentes divergents. Afin d'anticiper un éventuel risque de blocage, il peut être pertinent de confier la présidence du comité à une figure emblématique du secteur, connue et reconnue pour la pertinence de ses vues, et qui sera en mesure de jouer un rôle efficace d'intermédiation.

Phase élaboration

Etape 5 : Forum National de démarrage

De quoi s'agit-il ?

Le forum national de démarrage est un temps institutionnel fort et nécessaire : il permet de regrouper et d'informer tous les acteurs du secteur en vue d'amorcer un dialogue pour partager les résultats du diagnostic (DRS, étape 2) et élaborer conjointement des documents sectoriels PNA / SNA.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Rédaction des termes de référence du forum. Parce qu'un forum national de démarrage conditionne pour partie la réussite du processus d'élaboration de la future PNA / SNA, il revient au comité de pilotage de rédiger (ou de faire rédiger) des termes de référence précis : quels sont les objectifs ? Quel est le programme des interventions et des intervenants ?

b) Identification de personnes ressources. Il convient de choisir parmi les intervenants des personnes ressources pertinentes. On pourra notamment faire témoigner des représentants d'autres pays pour rendre compte d'options stratégiques ou de démarches particulièrement innovantes ou ayant apporté les preuves de leur succès. Ce type de témoignage extérieur permet d'enrichir les débats du forum et d'ouvrir des perspectives s'inspirant d'expériences conduites en-dehors du pays.

c) Organisation et animation du forum. Un forum impose de fortes contraintes logistiques qui ont un coût. Il revient au comité de pilotage d'identifier les charges liées au

forum et de définir un budget ainsi qu'un plan de financement. De même, l'animation du forum nécessite des animateurs à la fois experts du secteur de l'assainissement mais également rompus à l'exercice de la pédagogie et de la facilitation des débats. Enfin, en termes de format, l'expérience montre qu'aménager des temps d'échanges et de débats restreints sous forme d'ateliers ou mini tables rondes, facilite l'expression des différentes catégories d'acteurs préalablement identifiés (étape 3).

d) Rédaction des actes du Forum. Les questionnements, attentes et recommandations qui sont formulées tout au long d'un forum de démarrage constituent un matériau important pour alimenter le processus d'élaboration de la PNA / SNA. Rédiger les actes du forum sous forme de points de vigilance, de recommandations et d'interlocuteurs clés à consulter permet d'amorcer de manière très concrète le processus d'élaboration de la PNA / SNA.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Difficultés à mobiliser les financements nécessaires à la tenue du forum de démarrage*

Un forum a un coût qu'une ou plusieurs administrations ne seront pas nécessairement en mesure d'assumer. Les partenaires techniques et financiers du secteur sont susceptibles de fournir un soutien pour la tenue de ce type d'évènement. Leur implication et informa-

tion régulière durant la phase de préparation (étapes 1 à 4) doit logiquement les

conduire à apporter un appui significatif.

Etape 6 : Elaboration de la PNA / SNA

De quoi s'agit-il ?

L'élaboration de la PNA / SNA consiste à rédiger, en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'assainissement, les documents qui fixent les objectifs et les orientations stratégiques pour les années à venir. La concertation et la consultation régulière des acteurs est fondamentale : elle permet d'élaborer une PNA / SNA sur la base d'une progression rythmée par des moments réguliers de validation. L'objectif d'une telle démarche est double : d'une part faire du processus PNA / SNA un exercice pédagogique pour tous, d'autre part de disposer au terme du processus de documents faisant l'objet d'un consensus global, facilitant ainsi l'étape de validation des documents finaux.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Mobilisation des rédacteurs et facilitateurs. Le travail de rédaction et de facilitation pour la concertation avec les acteurs peut être réalisé soit en interne, au sein des administrations concernées, soit en mobilisant une équipe de consultants. Quelque soit la formule choisie, il est important de garder à l'esprit que les compétences nécessaires pour conduire le processus sont triples : une excellente connaissance du secteur, une forte capacité de rédaction, et des compétences en matière d'animation de réunions et d'intermédiation sociale.

b) Concertation et consultation des acteurs. L'implication des acteurs dans l'élaboration de la PNA / SNA à travers des

La mission de facilitation durant l'élaboration de la PNA / SNA

Un processus de concertation tel que recommandé pour l'élaboration d'une PNA / SNA permet d'identifier les points de consensus mais également de faire ressortir les divergences. Que ces divergences soient objectives et de fond, où le reflet de conflits institutionnels ou de personnes, la mission de facilitation est essentielle : elle doit permettre l'expression des désaccords tout en évitant qu'ils ne se transforment en points de blocage. Pour jouer ce rôle, un consultant externe et affichant une réelle neutralité est fortement recommandé !

réunions de concertation et de régulières consultations, est fondamentale et garante des objectifs de compréhension et d'appropriation des futurs documents sectoriels. Il est fortement recommandé au comité de pilotage de veiller à ce que chaque catégorie d'acteurs a effectivement l'occasion de s'exprimer à plusieurs reprises durant le processus. On veillera en particulier à consulter et informer régulièrement les partenaires financiers du secteur qui seront sollicités au terme du processus global pour le financement de la mise en œuvre de la PNA / SNA.

c) Rédaction des documents. Un document de politique nationale et des documents de stratégie nationale pour l'assainissement sont le point

d'aboutissement de cette sixième étape. A la remise des documents finaux, le comité de pilotage devra veiller à ce que ces derniers soient clairs et concis.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Concertation et consultation des acteurs insuffisante*

Il est souvent plus facile de formuler ses propres recommandations que de consulter une grande diversité d'acteurs, prendre le temps de les écouter pour ensuite retranscrire leurs préoccupations dans une PNA / SNA. Pour éviter cet écueil, les termes de référence de la mission d'élaboration de la PNA / SNA devront accorder une part importante aux activités de concertation et consultation. La production de comptes-rendus et de rapports intermédiaires permettra de vérifier la réalité de ces activités. Par ailleurs, consul-

ter les acteurs du secteur nécessite du temps. Le comité de pilotage devra en tenir compte, en particulier dans la définition de l'enveloppe budgétaire allouée pour l'exécution de cette étape 6.

► *Manque d'opérationnalité des stratégies nationales*

Pour parer au risque de remise de documents de stratégies trop vagues pour orienter de manière concrète les actions, le comité consultatif pourra par exemple s'appuyer sur un comité consultatif des acteurs de terrain. Ces derniers, destinataires des versions intermédiaires des documents de stratégies nationales, seront invités à partager leurs points de vue sur le pragmatisme des documents remis : les stratégies nationales sont-elles suffisamment détaillées pour répondre à leurs attentes et besoins pour améliorer et accélérer leurs activités sur le terrain ?

Etape 7 : Forum National de validation de la PNA

De quoi s'agit-il ?

Au terme du processus d'élaboration de la PNA, un forum de validation des documents cadres du secteur permet de présenter à l'ensemble de la communauté assainissement les orientations stratégiques qui guideront les actions de chacun pour les années à venir.

Quelles sont les activités à mener ?

Les activités à mener pour le déroulement de ce forum sont les mêmes que celles du forum national de démarrage (étape 5) : **rédaction des termes de référence du**

forum, identification de personnes ressources, organisation et animation du forum, rédaction des actes du Forum.

Loin d'être une simple formalité, ce forum de validation doit idéalement déboucher sur des engagements de plusieurs ordres :

- **Engagements politiques.** Les ministres ou leurs représentants seront invités à se positionner sur les documents sectoriels réalisés, et sur leur mise en œuvre. En particulier, dans quelle mesure sont-ils prêts à promouvoir la PNA / SNA au sein des administrations dont ils ont la tutelle et sur la scène internationale ?

- **Engagements institutionnels.** Les différents services techniques et administrations nationales seront invités à s'engager formellement à assumer leurs rôles et responsabilités tels qu'ils sont mentionnés dans la PNA / SNA.

- **Engagements financiers.** Les partenaires financiers du secteur seront invités à s'exprimer quant à leur disposition à soutenir financièrement les orientations stratégiques définies par la PNA / SNA.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Absence d'engagements politiques, institutionnels ou financiers dans le cadre du Forum*

Les trois niveaux d'engagements mentionnés plus haut (politiques, institutionnels et financiers) sont un idéal ambitieux qui ne peut systématiquement être atteint. Si tel est le cas, il convient de garder à l'esprit que l'étape suivante (étape 8) est susceptible de faire émerger les engagements qui ne seraient pas atteints dans le cadre du Forum de validation.

Etape 8 : Validation politique de la PNA / SNA

De quoi s'agit-il ?

Une validation de la PNA / SNA au plus haut niveau est nécessaire pour entériner les objectifs de développement du secteur et obtenir les financements nationaux et internationaux pour la mise en œuvre de la politique et des stratégies sectorielles.

Quelles sont les activités à mener ?

Idéalement, la PNA doit faire l'objet d'une loi votée par le parlement, parce qu'elle contient des dispositions qui devront être traduites dans la législation nationale et qui impacteront d'autres textes existants : par exemple s'il s'agit de statuer sur les délits, de définir des contraventions, de prévoir des amendes, des redevances, s'il s'agit de créer un statut pour les agents d'assainissement, s'il s'agit d'inscrire certaines dépenses au budget national, s'il s'agit de modifier les compétences des communes, etc.

La voie législative permet d'obtenir une légitimité maximale de la PNA. Elle est

toutefois longue, par exemple plus de 2 ans au Mali entre l'approbation de la PNA et la publication de la loi correspondante au Journal Officiel, et mobilise beaucoup d'énergie. Il s'agit notamment de faire un **suivi et un accompagnement rapprochés des différentes étapes prévues dans la législation** : présentation en conseil des ministres (donc mobilisation du cabinet du ministère principalement concerné), inscription à l'ordre du jour de l'assemblée, discussion en commission des lois ou en commission spécialisée, vote, promulgation de la loi puis des décrets. L'étape parlementaire, le cas échéant, peut nécessiter un **lobbying auprès des députés**, par le biais d'une note d'information, de séances de travail, etc. (d'où l'intérêt d'impliquer des élus nationaux lors des étapes précédentes comme par exemple lors du Forum National).

Toutes les fois où cela s'avère possible, notamment dans le cas d'une simple stratégie, il est vivement recommandé de

privilégier la voie réglementaire et de **décliner les éléments clés sous la forme d'arrêtés ou de décrets** qui seront pris au niveau le plus proche du « sectoriel », notamment du ou des ministères qui ont assumé le leadership dans l'élaboration de la stratégie. Dans ce cas, le plaidoyer devra cibler le ou les signataires des textes réglementaires, étant rappelé que l'une des caractéristiques du secteur de l'assainissement est de concerner a priori plusieurs ministères et qu'il y aura donc plusieurs signataires.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► Absence de leader pour accompagner le processus d'adoption politique

Il peut arriver qu'il soit impossible de trouver une personne en mesure de suivre le dossier PNA / SNA et de s'assurer qu'il passe les différentes étapes, notamment dans le cas d'une validation au niveau parlementaire. Ce type de difficulté doit être anticipée au plus tôt, en associant le plus en amont possible dans le processus d'élaboration de la PNA / SNA les personnes au sein des ministères, ainsi que les parlementaires, qui seront des alliés pour soutenir et accompagner le dossier dans les arcanes du processus de validation politique : personnes proches du gouvernement, élus nationaux ou personnel de cabinets ministériels sont autant de personnes relais à impliquer et solliciter.

► Une opposition politique se cristallise autour du processus d'approbation

Une opposition peut apparaître lors du processus d'approbation politique : par exemple la proposition de loi peut devenir l'objet d'un conflit entre la majorité et

l'opposition. L'enjeu consiste alors à extraire le débat des batailles politiciennes, afin de le recentrer sous l'angle de l'intérêt collectif et du service public, et de rappeler que les finalités premières de l'assainissement sont la préservation de la santé publique et de l'environnement. C'est aux personnes en charge de l'accompagnement du processus d'adoption politique de la PNA / SNA (les « alliés » mentionnés plus haut) qu'il revient d'assurer ce recentrage.

► La publication des décrets, arrêtés et règlements est retardée

La publication des décrets / arrêtés / règlements peut être retardée pour des raisons politiques comme par exemple une redevance assainissement impopulaire, ou un conflit de compétence entre deux ministères, le cas typique étant celui où le ministère en charge de l'assainissement et celui en charge de l'environnement revendiquent chacun le leadership du secteur de l'assainissement, objet d'un décret à édicter par le Parlement. Dialogue, communication et sensibilisation seront les outils à mobiliser pour aplanir les divergences et réconcilier les acteurs du secteur. Là encore, il revient aux personnes en charge de l'accompagnement du processus d'adoption politique de la PNA / SNA de mettre en avant des capacités de médiation pour trouver des consensus et faire aboutir le processus jusqu'à son terme.

Phase promotion et mise en œuvre

Etape 9 : Promotion et vulgarisation de la PNA

De quoi s'agit-il ?

Faire connaître les nouveaux documents du secteur de l'assainissement est essentiel. La promotion de la PNA / SNA et sa vulgarisation visent à faire connaître au plus grand nombre (y compris les acteurs locaux, nationaux et les partenaires au développement) les axes d'intervention du secteur, afin qu'ils soient adoptés par tous.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Définition d'un plan de communication.

Dans la continuité de la conduite de l'élaboration des documents sectoriels, le comité de pilotage pourra s'appuyer sur ses différents membres pour définir un plan de communication. Pour être le plus efficace possible, il est attendu de ce plan d'actions qu'il propose des activités spécifiques et adaptées aux différents publics visés, en particulier les collectivités locales, les usagers, les prestataires de services (ONG, bureaux d'études, entrepreneurs), les services déconcentrés de l'Etat, etc.

b) Mise en œuvre du plan de communication.

En fonction de l'ampleur du plan de communication et de l'enveloppe budgétaire disponible, des activités pourront être confiées à des prestataires extérieurs, auquel cas des termes de référence seront nécessaires pour cadrer précisément les missions externalisées. Quelques soient les formats retenus pour la mise en œuvre du plan de communication, le comité de pilotage aura un rôle important de supervision à assurer pour le bon déroulement de cette neuvième étape.

Pour mener à bien cette étape de promotion et de vulgarisation, voici des recommandations relatives à la forme et au contenu du plan de communication.

Sur la forme :

- ne pas surestimer la place l'écrit : en complément des supports papier, il est tout aussi important d'organiser des réunions publiques pour présenter le contenu des textes et les implications pratiques qu'ont ces textes pour les acteurs « à tous niveaux »

- explorer la verticalité du secteur : il ne suffit pas de faire des réunions au niveau national il faut aussi descendre au niveau régional / local en se servant des cadres de concertation

- ne pas oublier les collectivités : pour se faire, utiliser au maximum les associations et fédérations (ex. Association des Municipalités présentes dans presque tout les pays) pour faire « passer le message »

- profiter de toutes les occasions dans l'année qui suit l'adoption de la PNA/SNA : journée de l'eau, réunion sectorielles annuelle, etc.

- ne pas oublier que l'assainissement est très lié à la santé, et que le secteur de la santé est équipé et habitué à faire passer les messages de santé publique auprès d'un large public. Une communication spécifique en direction des agents de santé peut être payante, de même que des affiches explicatives à diffuser dans les centres de santé.

Sur le fond :

- aller au-delà du discours techniciste : la PNA renvoie à de nombreux concepts techniques parfois compliqués. Il est important d'expliquer les termes, de simplifier le vocabulaire, et de mettre en situation pour souligner les implications concrètes

- ne pas oublier les langues locales : il est important de diffuser les messages clé dans les différentes langues vernaculaires du pays.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque de financement pour la promotion / vulgarisation de la PNA / SNA*

La phase de promotion et de vulgarisation est un axe d'intervention clé. A ce stade, les partenaires financiers du secteur ont normalement déjà été largement informés sur le soutien financier attendu de leur part pour assurer la mise en œuvre de cette activité.

► *Communiquer n'est ni le métier ni l'habitude des administrations*

Il est un fait que communiquer est un métier à part entière et que ce métier n'est pas systématiquement présent au sein de toutes les administrations concernées par l'assainissement. Pour pallier à ce manque de compétences, l'externalisation est une solution souvent pertinente et qui peut être financièrement moins onéreuse que de recourir à un plan de formation et de renforcement des capacités des fonctionnaires.

► *Communiquer nécessite du temps de travail que les services en charge de l'assainissement ne peuvent libérer*

Là encore, la sous-traitance (ou externalisation) est une solution. L'administration pourra efficacement faire appel à des entreprises spécialisées ou des ONG qui sont bien implantées localement.

Etape 10 : Définition des plans d'actions

De quoi s'agit-il ?

La définition du plan d'actions pour la mise en œuvre de la PNA / SNA doit permettre de passer des principes directeurs de la PNA / SNA à des actions concrètes.

Parmi les enjeux clés à aborder dans ce plan d'actions, on peut citer : le financement durable du secteur, le suivi évaluation et le renforcement des capacités. Le plan d'action doit également être

complété par un budget estimant le coût global de sa mise en œuvre.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Rédaction des plans d'actions. Chaque sous-secteur de l'assainissement bénéficiant d'une stratégie doit définir un plan d'actions prioritaires échelonnées dans le temps, et adossé à un budget pour sa réalisation. Un plan d'actions permet de lister l'ensemble des activités qui doivent être

exécutées à l'horizon de planification définie par la PNA. Pour faciliter l'exécution et le suivi de l'ensemble des activités programmées, il est souhaitable de définir, pour chaque activité : l'institution responsable de sa mise en œuvre, les acteurs impliqués, la période d'exécution, les éventuelles mesures d'accompagnement nécessaires, les outils de suivi de l'exécution de l'activité, et les montants financiers à mobiliser.

b) Vérification de la cohérence entre plans d'actions et PNA / SNA. Le rôle du comité de pilotage à cette étape est de vérifier que les différents plans d'actions proposés sont recevables du point de vue de la cohérence avec les objectifs et principes directeurs émis dans la PNA / SNA. En particulier, il convient de vérifier que les attributions des rôles et responsabilités des administrations dans les différents plans d'actions sont en adéquation avec celles mentionnées dans la PNA / SNA, que certaines activités ne sont pas menées en doublon, que pour chaque SNA, l'ensemble des activités proposées dans le plan d'actions sera suffisant

pour atteindre les objectifs stratégiques, etc.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque de réalisme des budgets adossés aux plans d'actions*

Il est toujours tentant pour une administration de définir, en vue de l'exécution d'un plan d'actions, un budget large et généreux : c'est une forme de garantie, afin de s'assurer qu'on aura bien les moyens de financer toutes les compétences et infrastructures nécessaires. Néanmoins, il sera beaucoup pertinent de retenir des coûts de temps de travail et d'investissements qui reflètent avec réalisme les réalités locales d'exécution : d'une part cela évite toute surenchère et envolée des prix des marchés locaux de l'assainissement, d'autre part l'application de la réalité des coûts permettra de convaincre plus facilement les différents partenaires financiers de contribuer à l'effort financier nécessaire.

Etape 11 : Définition du suivi évaluation

De quoi s'agit-il ?

Le suivi-évaluation permet de rendre compte de l'avancement du secteur et de mesurer les progrès réalisés par rapport aux objectifs de développement qui ont été fixés. Il permet aux responsables d'améliorer l'exécution des activités et projets, en prenant les mesures correctives nécessaires pour surmonter les contraintes rencontrées et résoudre les problèmes qui se posent.

Quelles sont les activités à mener ?

a) Définition des indicateurs de suivi évaluation. Cette première étape vise à arrêter un nombre fini d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Logiquement, chaque sous-secteur de l'assainissement aura ses propres indicateurs, avec pour partie des indicateurs transversaux à l'ensemble du secteur. Il conviendra de faire preuve ici de pragmatisme pour privilégier des indicateurs simples et faciles à renseigner : des indicateurs complexes coûtent souvent

chers pour être renseignés, et sont uniquement compréhensibles pour les initiés.

b) Définition du mode de collecte des données. Une fois les indicateurs arrêtés, il convient de définir pour chacun d'entre eux un protocole de mesure. Toujours dans un souci de pragmatisme et de faisabilité technique et financière, une identification préalable des procédures existantes permettra au dispositif de suivi évaluation de s'appuyer sur des institutions, des compétences et des flux d'informations existants.

c) Définition de la stratégie de diffusion des résultats du suivi évaluation. Une fois mis en place, le dispositif de suivi-évaluation produira régulièrement des données à partager avec l'ensemble des acteurs du secteur. Une stratégie de diffusion est donc à définir, afin de préciser notamment les destinataires des résultats du suivi évaluation, la fréquence et les formats de diffusion des données, etc.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Manque de précision dans la définition des niveaux de service pour l'assainissement*

Un des principaux enjeux du suivi-évaluation de la PNA / SNA est de rendre compte régulièrement des progrès réalisés en matière d'accès à l'assainissement, d'évacuation des effluents et de leur trai-

tement. Pour se faire des définitions précises et rigoureuses doivent être fournies par la PNA / SNA (par exemple, qu'entend-on par accès à l'assainissement ? Quelles sont les différentes formes d'ouvrages acceptables pour assurer cet accès ?). Ce préalable est indispensable et il s'agira de faire accepter ces définitions en vue de parler un langage commun entre les différents acteurs.

► *Manque de collaboration avec les institutions officielles de statistiques*

Chaque pays dispose d'un ou plusieurs instituts de statistiques, ayant des méthodologies et outils éprouvés en matière de collecte de données et de production d'indicateurs de suivi-évaluation. Cette expertise doit logiquement être mobilisée – au moins en partie – notamment pour la réalisation des enquêtes ménages permettant de mesurer les progrès en matière d'accès. Plus largement, des collaborations sont également à rechercher avec les institutions nationales de référence sur le sujet, dont en particulier le JMP (Le Joint Monitoring Programme (JMP), mis en œuvre conjointement par l'OMS et l'UNICEF et qui collecte régulièrement les données nécessaires à la mesure de l'évolution des taux d'accès à l'eau et l'assainissement dans les différents pays du monde (www.wssinfo.org).

Etape 12 : Financement de la mise en œuvre de la PNA

De quoi s'agit-il ?

Une fois la PNA / SNA adoptée et les plans d'actions définis, il s'agit de les mettre en œuvre. A ce stade, la mobilisation rapide de financements est un enjeu crucial, qu'il s'agisse de fonds en provenance du budget du gouvernement ou de l'aide publique au développement. Pour se faire, il est indispensable de communiquer sur les nouveaux documents du secteur de l'assainissement, tout particulièrement à destination des partenaires financiers. Cette mobilisation des partenaires financiers, au terme de l'élaboration de la PNA, est en réalité l'aboutissement d'un travail d'information et de sensibilisation qui a eu lieu tout au long du processus.

Quelles sont les activités à mener ?

a) informer et sensibiliser les bailleurs de fonds tout au long du processus,

b) définir une stratégie de communication en vue de la mobilisation de financements pour la mise en œuvre de la PNA,

c) mettre en œuvre la stratégie de communication. En particulier, on veillera à réaliser des événements réguliers comme des tables-rondes une fois que la PNA ou la SNA est déclinée en plan de financement.

Quelles sont les principales difficultés à anticiper ?

► *Les orientations de la PNA / SNA sont insuffisantes en matière de financement*

La PNA et les différentes SNA doivent contenir des orientations claires sur le financement du secteur et la répartition des efforts. Si tel n'est pas le cas, il faudra développer rapidement une approche stratégique du financement de l'assainissement¹ sans perdre de vue que la spécificité de l'assainissement est la très forte contribution des usagers eux-mêmes à l'investissement.

► *Les financements nationaux et locaux sont insuffisamment mobilisés*

Le financement du secteur ne saurait s'appuyer uniquement sur les financements extérieurs. Il ne faut donc pas oublier de sensibiliser les politiques au niveau national pour, d'une part inscrire davantage de moyens pour l'assainissement au budget national (pas seulement pour l'investissement, mais aussi pour mobiliser les moyens de fonctionnement pour l'administration) ; d'autre part pour faire passer les décrets et lois qui permettent de développer un financement endogène et pérenne de l'assainissement au travers de redevances, de licences, etc.

¹ A ce sujet, consulter le guide « Financer la filière assainissement » disponible sur www.pseau.org/smc

Résumé du processus d'élaboration d'une PNA / SNA

PREPARATION - Cycle 1			
Etapas		A quoi correspond cette étape ?	Durée indicative de réalisation
1	Décision de se doter d'une PNA / SNA	Le ou les ministère(s) en charge de l'assainissement décident de se doter de lignes directrices pour améliorer les performances du secteur	Pm
2	Diagnostic rapide du secteur	Le plus souvent, un ou plusieurs diagnostics existent et une simple analyse bibliographique est suffisante. Dans le cas contraire, un à trois mois d'études a priori suffisant	Pm / 2 mois
3	Mobilisation des acteurs	Un diagnostic des acteurs du secteur permet de connaître « qui fait quoi » au sein des différents services de l'assainissement existants, au niveau national et dans les principales agglomérations du pays, pour ensuite les mobiliser dans le processus	2 mois
4	Mise en place d'un groupe de pilotage	En raison de la traditionnelle fragmentation institutionnelle du secteur entre différents ministères, la mise en place d'une coalition interministérielle a pour fonction de faciliter les étapes à venir de l'élaboration de la PNA	1 mois

ELABORATION - Cycle 2			
Etapas		A quoi correspond cette étape ?	Durée indicative de réalisation
5	Forum national mobilisateur	Un premier forum national de l'assainissement (FNA) a pour première vocation de mobiliser les différents acteurs identifiés à l'étape 3 en vue de les associer aux travaux d'élaboration de la PNA proprement dits.	2 à 3 jours
6	Elaboration de la PNA	L'élaboration de la PNA / SNA est une phase de rédaction des documents cadres du secteur. Idéalement ponctuée par des ateliers de travail thématiques regroupant les acteurs par domaine de compétences, cette étape peut faire appel à des consultants ayant un rôle d'animation, de concertation, facilitation et finalement de rédaction de documents faisant l'objet d'une large consensus. Au terme de cette étape, une institution unique en charge de la coordination et du suivi du secteur est identifiée et proposée.	12 à 24 mois
7	Forum national valideur	Parce que l'adoption politique d'une PNA est un moment institutionnel important, un second forum national de l'assainissement permet de partager avec tous les acteurs mobilisés durant la phase d'élaboration les résultats des différentes concertations thématiques. Une couverture médiatique favorise en même temps la communication à l'échelle nationale sur les nouvelles orientations sectorielles.	2 à 3 jours
8	Validation politique de la PNA	La PNA / SNA est adoptée par le Conseil des Ministres qui entérine l'institution en charge de la coordination du secteur.	Très variable selon les pays

PROMOTION ET MISE EN OEUVRE - Cycle 3			
Etapas		A quoi correspond cette étape ?	Durée indicative de réalisation
9	promotion et vulgarisation des PNA	Pour être connue du plus grand nombre, la diffusion des documents sectoriels (sous une forme éventuellement simplifiée) auprès des acteurs nationaux (directions nationales, ministères), des acteurs locaux (collectivités locales, ONG, bureaux d'études) et des partenaires au développement est une étape clé du processus de mise en place de la PNA.	6 à 12 mois
10	définition d'un plan d'actions pour la PNA	Le plan d'actions inclut une stratégie de financement durable du secteur, une stratégie de renforcement des capacités des acteurs, une stratégie de hiérarchisation des interventions, un chiffrage global du plan d'actions. Il traduit la PNA en actions concrètes.	6 à 12 mois
11	Définition d'un système de suivi évaluation (SSE) de la PNA	Un SSE permet de mesurer l'état d'avancement du secteur pour rendre compte auprès des acteurs, instances politiques et partenaires au développement des progrès enregistrés. Idéalement conçu en amont de la mise en œuvre de la PNA, le SSE doit s'appuyer sur des indicateurs pragmatiques et compréhensibles par le plus grand nombre.	Variable selon les pays
12	Mobilisation des financements	L'implication des partenaires financiers tout au long du processus doit permettre un déblocage très rapide des fonds.	Variable selon les pays

Bibliographie

Plaidoyer pour l'assainissement : un guide succinct, Activités de plaidoyer pour l'assainissement à l'occasion de l'Année internationale de l'assainissement et au-delà, UN Water, 2008

Sanitation is an investment with high economic returns, Factsheet, UN Water, 2008

Evaluation of the Costs and Benefits of Water and Sanitation Improvements at the Global Level, Guy Hutton And Laurence Haller, Water, Sanitation and Health Protection of the Human Environment World Health Organization, Geneva, 2004

Le coût économique des déficiences de l'assainissement en Polynésie française, AFD

Les politiques et stratégies nationales pour **l'hygiène et l'assainissement** sont indispensables pour le développement du secteur : en définissant les objectifs et priorités du secteur, elles permettent la négociation avec les partenaires techniques et financiers et l'orientation des financements alloués.

Ce document propose **une méthodologie pour conduire des processus d'élaboration ou de renforcement des politiques et stratégies nationales**. Décomposée en 12 étapes, la méthodologie présentée dans ce guide s'adresse aux acteurs du secteur, en particulier les ministères et services techniques en charge de l'assainissement, soucieux d'améliorer le cadre d'intervention de l'ensemble des acteurs de l'assainissement.

Cette publication est le fruit d'une capitalisation menée suite à une expérience d'appui du programme Solidarité Eau pour le renforcement des politiques et stratégies nationales d'assainissement, destination de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

